

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Semaine du 2 au 8 juin 2026

Sommaire

Le chiffre de la semaine : les prévisions de l'OCDE2

Le graphique de la semaine2

En bref3

Actualités macroéconomiques3

CONJONCTURE3

MARCHE DU TRAVAIL4

FINANCES PUBLIQUES4

Actualités commerce et investissement5

COMMERCE5

Actualités financières5

REGLEMENTATION FINANCIERE5

MARCHES FINANCIERS6

Le chiffre de la semaine : les prévisions de l'OCDE

L'OCDE revoit à la hausse ses prévisions de croissance pour le Royaume-Uni en 2026, à +0,9 %, soit +0,2 point par rapport aux prévisions intermédiaires de mars.

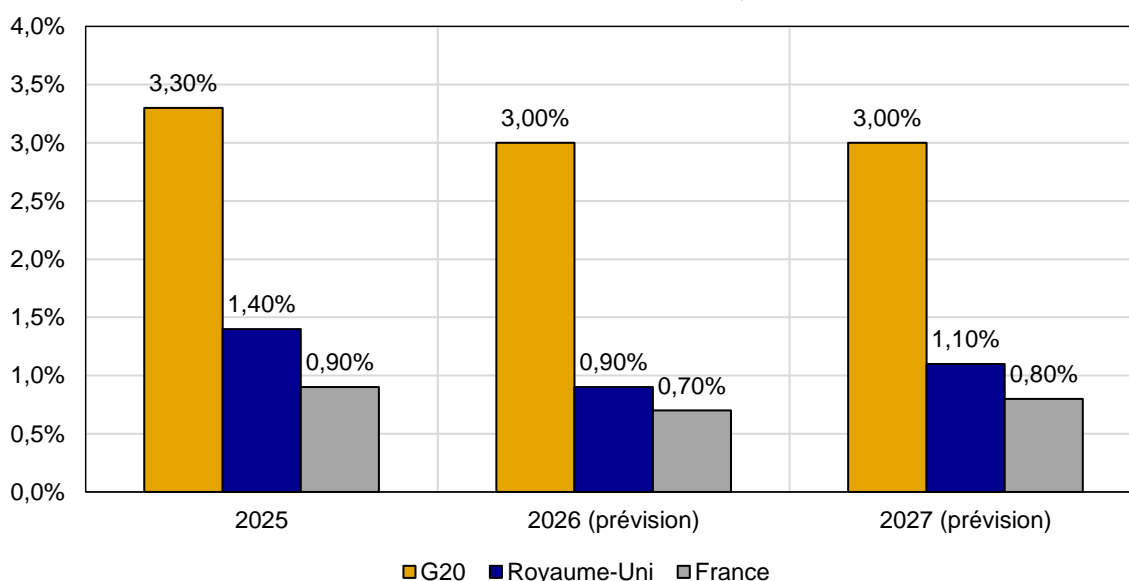
Si l'OCDE met en avant la hausse du PIB de +0,6 % au premier trimestre 2026, tirée notamment par le secteur des services, elle estime toutefois que cet élan devrait s'essouffler à court terme. La consommation et l'investissement privés devraient ralentir, sous l'effet de la stagnation du revenu disponible réel, de l'incertitude liée au conflit au Moyen-Orient et d'une chute de la confiance des consommateurs à son plus bas depuis fin 2023. En 2027, la croissance devrait atteindre +1,1 % (-0,2 point par rapport aux prévisions de mars), conditionnellement à une normalisation des prix de l'énergie et à une amélioration des conditions commerciales et financières. Du côté des prix, l'inflation est attendue à +3,7 % en 2026 (-0,3 point par rapport aux prévisions de mars), avec un pic au second semestre lié à la répercussion de la hausse des prix administrés de l'énergie en juillet (+13 %). L'OCDE identifie la forte exposition du Royaume-Uni à la volatilité des prix énergétiques mondiaux comme le principal risque, d'autant que les marges de manœuvre budgétaires restent limitées pour protéger les ménages face au choc inflationniste. Selon l'OCDE, la Banque d'Angleterre devrait maintenir son taux directeur à son niveau actuel jusqu'au premier trimestre 2027, avant de l'abaisser progressivement à 3,5 % à mesure que l'inflation ralentit.

LE CHIFFRE À RETENIR

+0,9 %

Le graphique de la semaine

Taux de croissance du PIB en 2025, 2026 et 2027



Source : SER de Londres, à partir des données de l'OCDE (Perspectives économiques, juin 2026).

En bref

- Depuis le 2 juin, la livre sterling s'est dépréciée par rapport au dollar américain et a atteint 1,3344 \$ (-0,8 %). La livre sterling s'est également dépréciée par rapport à l'euro et a atteint 1,1565 € (-0,1 %).
- Au 8 juin, les rendements longs du gilt (obligation souveraine) sont en hausse, le rendement à 10 ans augmente à 4,94 % (+6,4 pdb par rapport à la semaine précédente), le gilt à 30 ans augmente à 5,62 % (+5,5 pdb).
- Le Treasury et le Département pour la science, l'innovation et la technologie créent une unité conjointe pour étudier les impacts économiques de l'intelligence artificielle ([AI Economics Institute](#)).
- [UK Finance](#), fédération des banques et institutions financières au Royaume-Uni, publie un rapport appelant à renforcer la relation entre le Royaume-Uni et l'UE en matière de services financiers, sans alignement réglementaire.
- La FCA ([Financial Conduct Authority](#)) ouvre une consultation jusqu'au 13 juillet sur un allègement des exigences de reporting sur le risque climatique pour les produits d'investissements, en s'écartant des standards de la TCFD (Task-Force on Climate-related Financial Disclosures).
- La FCA précise ses intentions sur la [réforme des fonds monétaires](#) (MMFs) – voir aussi [Brèves n°20](#).
- La FCA ouvre une [procédure judiciaire](#) pour activité de conseil en investissement sans autorisation contre Neil Woodford et la société W4.0 (enregistrée aux Émirats Arabes Unis), [contestée](#) par l'intéressé.

Actualités macroéconomiques

Conjoncture

En mai, l'[enquête mensuelle](#) effectuée par la Banque d'Angleterre auprès des directeurs financiers d'entreprises britanniques révèle une légère hausse des anticipations d'inflation et une dégradation des perspectives d'emploi. Les anticipations de hausse des prix de production des entreprises à horizon d'un an sont en hausse, à +4,0 % sur les trois mois précédant mai (après +3,8 % en avril). Les anticipations de hausse de l'indice des prix à la consommation (IPC) à un an augmentent, à +3,7 % en mai (contre +3,5 % en avril), tandis que les anticipations à trois ans demeurent inchangées à +2,8 %. Par ailleurs, la croissance des salaires attendue pour l'année reste stable à 3,4 %, soit 0,8 pt en dessous du rythme actuel de 4,2 % observé sur les trois mois précédant mai. Concernant l'emploi, les entreprises font état d'une légère contraction des effectifs (-0,3 % sur un an) et anticipent une baisse similaire au cours des douze prochains mois. Enfin, l'enquête met en évidence les effets persistants du récent choc énergétique : 57 % des entreprises prévoient d'augmenter leurs prix (-7 points par rapport à avril), tandis que 68 % anticipent une réduction de leurs marges (inchangé par rapport à avril).

En avril, les [flux de crédit](#) aux ménages montrent un ralentissement de l'emprunt hypothécaire, selon la Banque d'Angleterre. L'emprunt net de dette hypothécaire par

les particuliers s'établissent à 4,4 Md£ en avril, contre 6,8 Md£ en mars. En revanche, les approbations de prêts hypothécaires sont en hausse, à 65 900 en avril (après 64 000 en mars). Cet indicateur est utilisé par la Banque d'Angleterre pour estimer l'emprunt futur. Par ailleurs, en avril, le flux net de crédits à la consommation est stable, atteignant 1,9 Md£ en avril. L'emprunt via les cartes de crédit augmente légèrement, de 0,7 Md£ à 0,8 Md£ entre mars et avril. En revanche, l'emprunt par d'autres formes de crédit à la consommation (prêts personnels, concessionnaires automobiles, ...) recule, passant de 1,2 Md£ à 1,0 Md£ sur la même période.

Marché du travail

La forte incertitude sur les perspectives économiques a entraîné en mai la plus forte baisse des embauches en CDI depuis dix mois, ainsi qu'une nette accélération du recours à l'intérim, selon [l'enquête KPMG/REC](#). En raison des tensions au Moyen-Orient et de l'instabilité politique au Royaume-Uni, les entreprises ont privilégié des formes d'emploi plus flexibles afin de faire face à leurs besoins de main-d'œuvre, ce qui s'est traduit par une nette accélération du recours à l'intérim. Dans ce contexte, les embauches permanentes reculent au rythme le plus rapide depuis juillet, tandis que les missions temporaires enregistrent leur plus forte progression depuis avril 2023. Parallèlement, la demande globale de main-d'œuvre recule, particulièrement dans le commerce de détail, tandis que seul le secteur de la santé résiste. L'offre de travail continue en revanche de s'accroître fortement, sous l'effet des licenciements, de la faiblesse des opportunités d'emploi et d'un climat d'insécurité sur le marché du travail. Cette hausse de l'offre reste toutefois légèrement moins marquée que celle observée en 2025.

Les offres d'emploi accessibles aux jeunes débutant leur carrière ont reculé de 49 % entre 2016-17 et 2025-26 au Royaume-Uni, selon une analyse de la [Work Foundation](#). Le nombre moyen de « starter jobs » en ligne est passé d'environ 139 300 par semaine en 2016-17 à 71 100 en 2025-26, soit une division par deux en dix ans. Cette baisse est particulièrement marquée dans les postes de début de carrière (apprentissage, stages, premiers emplois), notamment dans les professions intermédiaires et les fonctions commerciales. En conséquence, le nombre de jeunes NEET (ni en emploi, ni en études, ni en formation) est désormais environ trois fois supérieur au nombre d'emplois débutants disponibles, et jusqu'à six fois dans les régions les plus en difficulté (Nord-Est et Est Midlands). Cette analyse fait écho au rapport Milburn, qui souligne les défaillances structurelles d'un marché du travail de plus en plus difficile d'accès pour les jeunes entrants (voir [Brèves n°22](#)).

Finances publiques

Selon le [Financial Times](#), le gouvernement préparerait une hausse d'environ 15 Md£ dans le budget de la défense britannique dans le cadre du *Defence Investment Plan (DIP)*. Alors qu'il aurait dû paraître à l'automne 2025 pour mettre en œuvre l'ambition de la *Strategic Defence Review*, le DIP se fait toujours attendre, sur fond de divergences entre le Trésor et le ministère de la Défense (MoD) sur la trajectoire de dépenses de défense. Le financement additionnel reposerait entièrement sur des redéploiements de dépenses entre le MoD et les autres départements, aucune hausse d'impôts ni emprunt supplémentaire n'est prévu. Chaque département serait contraint de réduire

ses dépenses d'investissement de 1 %, dégageant collectivement environ 6 Md£ d'ici 2030. Les départements de l'Énergie et des Transports pourraient contribuer davantage que les autres. Face à certaines résistances internes, l'arbitrage final, attendu autour du 11 juin, pourrait être décalé de quelques semaines.

Actualités commerce et investissement

Commerce

La secrétaire aux Affaires étrangères britannique [Yvette Cooper](#) s'est rendue la semaine du 1^{er} juin en Chine et en Inde afin de renforcer les relations économiques et la coopération en matière de sécurité du Royaume-Uni avec ces deux partenaires. En Chine, les discussions sur les relations économiques ont notamment porté sur le commerce, les investissements, les chaînes d'approvisionnement et la coopération dans des secteurs stratégiques telles que les technologies avancées dont l'intelligence artificielle. En Inde, la visite a permis de consolider le Partenariat économique bilatéral à la suite de la signature en juillet 2025 de l'accord de libre-échange entre les deux pays. Les deux gouvernements ont notamment annoncé de nouvelles initiatives de coopération dans les domaines des minerais critiques (Critical Mineral's Global Supply Chain Observatory) ainsi que dans la sécurité maritime (Regional Maritime Security Centre of Excellence).

Le [Construction Leadership Council](#) (CLC) alerte le gouvernement britannique sur les [conséquences](#) de sa nouvelle mesure de sauvegarde sur l'acier, qui entrera en vigueur le 1^{er} juillet 2026. Celle-ci prévoit une réduction de 60 % des quotas d'importation exemptés de droits de douane et l'application d'un droit de 50 % sur les volumes dépassant ces seuils. Selon le CLC, qui représente le secteur du bâtiment, ces mesures risquent d'entraîner des pénuries d'acier et une hausse des prix, alors que les producteurs britanniques ne sont pas en mesure de couvrir l'ensemble des besoins du marché. Le secteur de la construction britannique craint une augmentation des coûts des logements et des projets d'infrastructures, tandis que l'industrie de la transformation de l'acier redoute des pertes de compétitivité pouvant conduire à des délocalisations et à la suppression de jusqu'à 30 000 emplois au cours des cinq à sept prochaines années. Le CLC demande ainsi au gouvernement de retarder l'application de ces mesures ou de prévoir une période de transition afin de limiter leurs effets sur l'économie britannique.

Actualités financières

Réglementation financière

La Chambre des Lords publie un rapport sur la régulation des stablecoins. Son [comité sur la régulation financière](#) estime que le Royaume-Uni a pris du retard dans le développement d'un cadre réglementaire par rapport aux États-Unis et à l'UE, et qu'il y a un risque de divergence avec ces autres juridictions (exigences de détention d'actifs de réserve non-rémunérés, plafond de détention de stablecoins). Les Lords

appellent le Trésor à préciser davantage comment il déterminera si un stablecoin est systémique à mieux considérer si le cadre juridique actuel est suffisant pour prévenir les activités illicites ; ils appellent également la Banque d'Angleterre à analyser l'impact de plafonds de détention.

Le directeur général de la Prudential Regulation Authority (PRA), Sam Woods, alerte sur le risque cyber lié à l'intelligence artificielle. Alors qu'il s'apprête à quitter ses fonctions, Sam Woods dit au [Financial Times](#) être « très préoccupé » par les vulnérabilités des systèmes d'information des banques mises au jour par les nouveaux modèles d'IA. Ses craintes sont renforcées par l'arrivée du modèle Mythos de l'entreprise Anthropic. Alors qu'Anthropic indique élargir l'accès à Mythos à 150 nouvelles entreprises, Sam Woods s'attend à ce que certaines banques britanniques en fassent partie. Dans la même interview, le directeur général de la PRA juge qu'il y a de l'espace pour de légers ajustements sur les exigences de capital, et dit être sceptique sur un rapprochement avec l'UE en matière de services financiers si celui-ci implique un alignement réglementaire.

Marchés financiers

La UK Payment Initiative (UKPI) lance un nouveau schéma de paiement fondé sur l'open banking (services bancaires offerts via l'accès aux comptes par des tiers). L'initiative privée réunit des banques et fintechs et, en s'inscrivant dans le cadre de la *National Payments Vision* du gouvernement, elle vise à proposer un service de paiements récurrents de compte à compte, en alternative aux modèles traditionnels fondés sur les cartes de débit et crédit. Le schéma établit des règles communes, un modèle commercial et des standards opérationnels. Le lancement de cette initiative a été favorablement accueilli par [la FCA](#), qui espère voir d'autres initiatives fondées sur l'open banking émerger, et qui lancera une consultation d'ici la fin de l'année 2026.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

Rédaction : SER de Londres et Service de l'attachée fiscale

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr